



**PREFECTURE
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°75-2022-572

PUBLIÉ LE 28 JUILLET 2022

Sommaire

Préfecture de Police / Cabinet

75-2022-07-28-00001 - ARRETE N° 2022-00898 INTERDISANT LA CONSOMMATION ET LA VENTE A EMPORTER DE BOISSONS ALCOOLIQUES SUR LA VOIE PUBLIQUE A CERTAINES HEURES AUTOUR DE LA GARE DE L EST ET A PROXIMITE IMMEDIATE DE LA GARE DU NORD A PARIS 10EME (5 pages)

Page 3

75-2022-07-28-00002 - Arrêté n° 2022-00900 portant mesures de police applicables à Paris à l occasion d appels à manifester du samedi 30 juillet 2022 au dimanche 31 juillet 2022 inclus (9 pages)

Page 9

75-2022-07-28-00003 - ARRETE N° 2022-00901 Modifiant provisoirement la circulation et le stationnement dans plusieurs voies à Paris Centre et à Paris 8ème du 30 juillet 2022 au 14 août 2022 (4 pages)

Page 19

75-2022-07-28-00004 - ARRETE N° 2022-00903 créant une aire piétonne temporaire dans certaines voies du 8ème arrondissement de Paris à l occasion de la manifestation « Piétonisation des Champs Elysées » le 7 août 2022 (3 pages)

Page 24

Préfecture de Police

75-2022-07-28-00001

ARRETE N° 2022-00898 INTERDISANT LA
CONSOMMATION ET LA VENTE A EMPORTER DE
BOISSONS ALCOOLIQUES SUR LA VOIE
PUBLIQUE A CERTAINES HEURES AUTOUR DE LA
GARE DE L EST ET A PROXIMITE IMMEDIATE DE
LA GARE DU NORD A PARIS 10EME

Arrêté n° 2022-00898
interdisant la consommation et la vente à emporter de boissons alcooliques
sur la voie publique à certaines heures, autour de la gare de l'Est et à
proximité immédiate de la gare du Nord à Paris 10^{ème}

Le préfet de police,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2512-13 ;

Vu le code pénal, notamment son article R. 644-5 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment son article R. 48-1 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3136-1 et R* 3131-18 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2020 par lequel M. Laurent NUÑEZ, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, est nommé préfet de police (hors classe) ;

Vu l'arrêté n° 2022-00196 du 28 février 2022 portant interdiction de la consommation de boissons alcooliques du 3^{ème} au 5^{ème} groupes sur le domaine public de 16h00 à 07h00, la vente à emporter de ces boissons, de 21h00 à 07h00 ainsi que diverses dispositions particulières dans certaines voies de Paris ;

Vu l'arrêté n° 2021-01287 du 21 décembre 2021 interdisant jusqu'au dimanche 20 février 2022 inclus, la consommation et la vente à emporter de boissons alcooliques sur la voie publique à certaines heures, autour de la gare de l'Est et à proximité immédiate de la gare du Nord à Paris 10^{ème} ;

Vu l'arrêté n° 2022-00193 du 25 février 2022 interdisant jusqu'au dimanche 1^{er} mai 2022 inclus, la consommation et la vente à emporter de boissons alcooliques sur la voie publique à certaines heures, autour de la gare de l'Est et à proximité immédiate de la gare du Nord à Paris 10^{ème} ;

Vu l'arrêté n° 2022-00392 du 29 avril 2022 interdisant jusqu'au dimanche 3 juillet 2022 inclus, la consommation et la vente à emporter de boissons alcooliques sur la voie publique à certaines heures, autour de la gare de l'Est et à proximité immédiate de la gare du Nord à Paris 10^{ème} ;

Vu les rapports de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) des 17 et 22 juin 2022 relatifs à la physionomie autour de la gare de l'Est et à proximité de la gare du Nord à Paris 10^{ème} ;

Considérant que, en application de l'article R. 644-5 du code pénal, sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par arrêtés pris sur le fondement des pouvoirs de police générale des autorités compétentes qui, à l'occasion d'événements comportant des risques d'atteinte à la sécurité publique, réglementent la consommation d'alcool sur la voie publique ; que l'article R. 48-1 du code de procédure pénale rend applicable la procédure de l'amende forfaitaire pour les contraventions précitées ;

Considérant la présence dans ces secteurs de nombreuses supérettes vendant des boissons alcooliques avant 21h00, favorisant la consommation d'alcool à proximité immédiate de ces lieux de vente à emporter ;

Considérant que l'arrêté n° 2022-00196 susvisé intègre les voies autour de la gare de l'Est et à proximité immédiate de la gare du Nord dans un secteur où la consommation et la vente à emporter de boissons alcooliques sont interdites respectivement après 16h00 et 21h00 ;

Considérant cependant que cet arrêté ne permet pas de prévenir certains comportements liés à la vente à emporter et la consommation d'alcool avant les heures d'interdiction ;

Considérant que les rapports de la DSPAP susvisés indiquent que depuis la publication de l'arrêté préfectoral n° 2022-00392 du 25 février 2022, 37 procès-verbaux pour consommation d'alcool sur la voie publique et trois verbalisations pour non-respect des horaires permettant la vente d'alcool à emporter ont été dressés ; qu'ainsi, 94 contraventions pour consommation d'alcool et 9 pour vente d'alcool à emporter après 17h00 ont été dressées depuis le début de l'expérimentation, soit le 26 décembre 2021 ;

Considérant que la DSPAP indique que la reconduction de l'arrêté préfectoral n° 2022-00392 du 29 avril 2022 permettrait la poursuite des efforts engagés par les effectifs de police, l'arrivée des beaux jours ne pouvant qu'accentuer les regroupements de perturbateurs et favoriser la consommation de boissons alcooliques ;

Considérant le risque de stagnation abusive dans l'espace public par certains individus ;

Considérant que les riverains sont exposés aux tapages et rassemblements de voie publique générés par des individus fortement alcoolisés ; que ces bruits ou rassemblements troublent leur tranquillité ;

Considérant que depuis la fin avril 2022, les riverains, les employés de la crèche Alban Satragne et les usagers du square éponyme se plaignent auprès des policiers de nuisances occasionnées par des individus qui se rassemblent et s'alcoolisent dès la fin d'après-midi jusque tard dans la soirée ;

Considérant qu'une extension du périmètre de l'arrêté 2022-00392 du 29 avril 2022 permettrait d'englober les secteurs identifiés par de nombreuses doléances des riverains ;

Considérant ainsi qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prévenir les troubles à la salubrité publique par des mesures adaptées, proportionnées et strictement nécessaires ; qu'une nouvelle mesure renforçant pour une durée limitée de la journée, les horaires de l'interdiction de consommation et de vente à emporter d'alcool, dans ces secteurs très circonscrits du 10^{ème} arrondissement, répond à ces objectifs ;

Vu l'urgence,

ARRETE :

Article 1^{er} : La consommation de boissons alcooliques est interdite jusqu'au dimanche 18 septembre 2022 inclus dans le périmètre délimité par les voies suivantes qui y sont incluses, sauf mention contraire, entre 11h00 et 16h00 :

- La rue Ambroise Paré dans sa partie comprise entre le boulevard de Magenta et la rue de Dunkerque ;
- la rue de Dunkerque dans sa partie comprise entre la rue Ambroise Paré, à l'intersection de la rue de Dunkerque et la rue de Compiègne, et la place Napoléon III ;
- la place Napoléon III ;
- la rue de Dunkerque dans sa partie comprise entre la place Napoléon III et la rue de l'Aqueduc ;
- la rue de l'Aqueduc dans sa partie comprise entre la rue de Dunkerque et la rue Louis Blanc ;
- la rue du Château-Landon dans sa partie comprise entre la rue Louis Blanc et la rue du Faubourg Saint-Martin ;
- la rue du Faubourg Saint-Martin dans sa partie comprise entre la rue du Château-Landon et le boulevard de Magenta ;
- le boulevard de Magenta dans sa partie comprise entre la rue du Faubourg Saint-Martin et le boulevard de Strasbourg ;
- la rue de la Fidélité dans sa partie comprise entre le boulevard de Strasbourg et la rue du Faubourg Saint-Denis ;
- la rue du Paradis non comprise entre la rue du Faubourg Saint-Denis et la rue d'Hauteville ;
- la rue d'Hauteville non comprise entre la rue du Paradis non comprise et la Cité d'Hauteville non comprise ;
- la Cité d'Hauteville non comprise entre la rue d'Hauteville non comprise et la rue de Chabrol ;
- la rue d'Hauteville dans sa partie comprise entre la rue de Chabrol et la place Frantz Liszt ;
- la place Frantz Liszt ;

- la rue d'Abbeville dans sa partie comprise entre la place Frantz Liszt et la rue Fénelon ;
- la rue Fénelon dans sa partie comprise entre la rue d'Abbeville et la rue de Belzunce ;
- La rue de Belzunce dans sa partie comprise entre la rue Fénelon et la rue Saint-Vincent-de-Paul ;
- La rue Saint-Vincent-de-Paul dans sa partie comprise entre la rue Belzunce et la place de Roubaix ;
- La place de Roubaix ;
- Le boulevard de Magenta entre la place de Roubaix et la rue Ambroise Paré.

Article 2 - Dans le même périmètre défini à l'article 1^{er}, la vente à emporter de boissons alcooliques est interdite jusqu'au dimanche 18 septembre 2022, entre 17h00 et 21h00.

Article 3 - Le préfet, directeur du cabinet, le directeur régional de la police judiciaire, la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, le directeur de l'ordre public et de la circulation et le directeur de la police municipale et de la prévention de la Ville de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police et au bulletin officiel de la Ville de Paris.

Fait à Paris, le 28 JUIL. 2022

Laurent NUÑEZ

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de police :

- soit de saisir d'un **RECOURS GRACIEUX**
le **Préfet de Police**
7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP
- ou de former un **RECOURS HIERARCHIQUE**
auprès du **Ministre de l'intérieur**
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
place Beauvau - 75008 PARIS
- soit de saisir d'un **RECOURS CONTENTIEUX**
le **Tribunal administratif compétent**

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

Le recours CONTENTIEUX, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

Préfecture de Police

75-2022-07-28-00002

Arrêté n° 2022-00900

portant mesures de police applicables à Paris à
l'occasion d'appels à
manifestation du samedi 30 juillet 2022 au
dimanche 31 juillet 2022 inclus

Arrêté n° 2022-00900
portant mesures de police applicables à Paris à l'occasion d'appels à manifester du samedi 30 juillet 2022 au dimanche 31 juillet 2022 inclus

Le préfet de police,

Vu le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2512-13 ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 431-9, 431-9-1, R.644-5 et R.644-5-1 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 78-2-4, 78-2-5 et R.48-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

Considérant que, en application des articles L. 2512-13 du code général des collectivités territoriales et 72 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de police a la charge, à Paris, de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que, en application de l'article 431-9-1 du code pénal, le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, au cours ou à l'issue de laquelle des troubles à l'ordre public sont commis ou risquent d'être commis, de dissimuler volontairement tout ou partie de son visage sans motif légitime est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende ;

Considérant que, en application de l'article R. 644-5 du code pénal, sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par arrêtés pris sur le fondement des pouvoirs de police générale qui, à l'occasion d'événements comportant des risques d'atteinte à la sécurité publique, réglementent l'usage des artifices de divertissement sur la voie publique et le transport de récipients contenant du carburant ; que l'article R. 48-1 du code de procédure pénale rend applicable la procédure de l'amende forfaitaire pour les contraventions précitées ;

Considérant que, en application de l'article R. 644-5-1 du code pénal, sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par des arrêtés pris sur le fondement des pouvoirs de police générale qui, à la suite de troubles, réglementent la présence et la circulation des personnes en certains lieux et à certaines heures afin de prévenir la réitération d'atteintes graves à la sécurité publique ; que l'article R. 48-1 du code de procédure pénale rend applicable la procédure de l'amende forfaitaire pour les contraventions précitées ;

Considérant que, en application des réquisitions écrites de la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Paris, les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire, sont autorisés à procéder sur les lieux d'une manifestation et à ses abords immédiats à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages, ainsi qu'à la visite de véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique, conformément à l'article 78-2-5 du code de procédure pénale ;

Considérant les déclarations déposées à Paris du samedi 30 au dimanche 31 juillet 2022 ; que, dans le contexte social et revendicatif actuel, notamment trois ans après le commencement du mouvement social dit des « gilets jaunes », il existe des risques sérieux pour que des éléments déterminés, radicaux et à haute potentialité violente répondent à ces appels et se constituent en cortèges sauvages, avec pour objectifs, outre de se rendre aux abords des lieux de pouvoirs, notamment la Présidence de la République, le ministère de l'Intérieur, l'Assemblée nationale, de s'en prendre aux forces de l'ordre et de commettre des dégradations de mobilier urbain, de véhicules et de commerces, notamment de luxe ou symbolisant le capitalisme dans différents quartiers de la capitale ;

Considérant que ces cortèges sauvages sont susceptibles de s'attaquer aux nombreux commerçants de la capitale, alors que de nombreuses enseignes seront ouvertes et subiront encore les conséquences économiques de la crise sanitaire ;

Considérant de même que le samedi 4 septembre 2021, de nouvelles violences ont été constatées à l'occasion de manifestations contre le passe sanitaire, avec notamment l'envahissement du centre commercial des Halles ; qu'à cette occasion, 3 personnes ont été interpellées ;

Considérant également que le samedi 11 septembre 2021, de nouvelles violences ont été à nouveau constatées à l'occasion de manifestations aux revendications similaires, qu'à cette occasion 2 policiers et 17 gendarmes ont été blessés et 102 personnes ont été interpellées ;

Considérant que le samedi 20 novembre 2021, de nouvelles violences ont été constatées à l'occasion de manifestations aux revendications similaires au cours desquelles 8 policiers et 5 gendarmes ont été blessés, 10 personnes ont été interpellées et plusieurs voies de fait commises, notamment des dégradations de mobiliers urbains, de véhicules et des incendies de poubelles ;

Considérant de plus que le samedi 12 février 2022, de nouvelles violences ont éclaté à l'occasion du rassemblement interdit par arrêté préfectoral « Convoi pour la Liberté » qui exigeait notamment l'abrogation de la loi sur le passe vaccinal au cours duquel 97 personnes ont été interpellées et 513 verbalisations dressées ;

Considérant en outre que compte tenu du caractère récurrent de ces agissements depuis le début du mouvement dit des « gilets jaunes », qui excèdent le cadre de la liberté de manifestation et compte tenu des désagréments qu'un rassemblement peut entraîner à l'égard des usagers dans ce secteur de la capitale, à la fois attractif et symbolique pour ce mouvement, des mesures de restriction ont été prises dans ce périmètre depuis le 23 mars 2019 ; que depuis lors, ce secteur n'a pas connu le même niveau élevé de dégradation et de violence, alors que des incidents se sont produits dans d'autres lieux de la capitale ;

Considérant, d'autre part, que le bas de l'avenue des Champs-Élysées est situé à proximité de la Présidence de la République, mais également des ambassades des États-Unis et du Royaume-Uni ; qu'il se trouve ainsi dans un périmètre dans lequel des mesures particulières et renforcées de sécurité sont assurées en permanence, notamment dans le contexte actuel de menace terroriste qui demeure à un niveau élevé ; que cette portion de l'avenue des Champs-Élysées et les voies adjacentes situées dans le secteur de ces institutions ne constituent dès lors pas des lieux appropriés pour accueillir des manifestations revendicatives en raison des fortes contraintes de sécurité qui pèsent sur ces sites ;

Considérant également que les services de police et les unités de gendarmerie seront très fortement mobilisés du samedi 30 au dimanche 31 juillet 2022 d'une part, pour assurer la sécurisation des sites institutionnels ou gouvernementaux sensibles et d'autre part, pour sécuriser d'autres manifestations et événements publics nombreux, dans un contexte de menace terroriste qui sollicite toujours à un niveau élevé les forces de sécurité intérieure pour garantir la protection des personnes et des biens contre les risques d'attentat, dans le cadre du plan « VIGIPIRATE, sécurité renforcée - risque attentat » toujours en vigueur ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police compétente de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que, dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures de nature à prévenir, outre les infractions à la loi pénale, les troubles à l'ordre public, à partir de l'appréciation qu'elle fait du risque qu'ils surviennent ; que répond à ces objectifs, une mesure qui définit un périmètre dans lequel des restrictions sont mises en œuvre, notamment à l'égard de rassemblements présentant des risques de troubles graves à l'ordre public, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, celle des sites et institutions sensibles et symboliques que sont notamment la Présidence de la République, le ministère de l'Intérieur, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, et les lieux de commerce de l'avenue des Champs-Élysées ;

ARRETE :

TITRE PREMIER

MESURES INTERDISANT TOUT RASSEMBLEMENT SE REVENDIQUANT DES « GILETS JAUNES », DES « CONVOIS DE LA LIBERTE » OU OPPOSES A LA VACCINATION CONTRE LA COVID-19 AINSI QUE LE PORT ET LE TRANSPORT D'ARMES DANS CERTAINS SECTEURS DE LA CAPITALE

Article 1^{er} - Les cortèges, défilés et rassemblements annoncés ou projetés de personnes se revendiquant du mouvement « des gilets jaunes », des « Convois de la Liberté » ou opposés à la vaccination contre la Covid-19, ainsi que le port et le transport d'armes par nature et de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal, sont interdits à Paris du samedi 30 juillet 2022 au dimanche 31 juillet 2022 inclus :

1° De la place de la Porte Maillot jusqu'au Jardin du Carrousel, comprenant l'avenue de la Grande Armée, l'avenue des Champs-Élysées, la place de la Concorde, le jardin des Tuileries, ainsi que dans un périmètre comprenant la Présidence de la République, le ministère de l'Intérieur, le Conseil d'Etat, l'Assemblée nationale, le Premier ministre, le Champ-de-Mars, le Trocadéro et délimité par les voies suivantes qui y sont incluses :

- place de la Porte Maillot ;
- boulevard Pershing ;
- place du Général Koenig ;
- avenue des Ternes ;
- place des Ternes ;
- rue du Faubourg Saint-Honoré ;
- boulevard Haussmann ;
- rue de Richelieu ;
- rue des Petits-Champs ;
- rue Vivienne ;
- rue du Beaujolais ;
- rue de Valois ;
- place du Palais-Royal ;
- rue de Rivoli ;
- place du Carrousel ;
- pont du Carrousel ;
- quai Voltaire ;
- rue des Saints-Pères ;

- rue de Sèvres ;
- rue de Babylone ;
- boulevard des Invalides ;
- avenue de Tourville ;
- place Vauban ;
- place de l'Ecole Militaire ;
- avenue de la Motte-Picquet ;
- place Joffre ;
- avenue de Suffren ;
- quai Branly ;
- pont d'Iéna ;
- avenue de New-York ;
- avenue du Président-Kennedy ;
- rue Marietta-Alboni ;
- place du Costa-Rica ;
- rue Vineuse ;
- rue Scheffer ;
- rue du Pasteur-Marc-Boegner ;
- rue des Sablons ;
- place de Mexico ;
- rue de Longchamp ;
- rue de Magdebourg ;
- avenue Albert-de-Mun ;
- avenue de New-York ;
- pont d'Iéna ;
- quai Branly ;
- place de la Résistance ;
- quai d'Orsay ;

- pont de la Concorde ;
- place de la Concorde ;
- cours la Reine ;
- pont Alexandre III ;
- pont des Invalides ;
- cours Albert 1^{er} ;
- place de l'Alma ;
- avenue du Président-Wilson ;
- avenue Marceau ;
- rue Georges-Bizet ;
- place de l'Amiral-de-Grasse ;
- place des Etats-Unis ;
- rue de Belloy ;
- rue Copernic ;
- place Victor-Hugo ;
- avenue Bugeaud ;
- place du Paraguay ;
- place du Maréchal de Lattre de Tassigny ;
- boulevard de l'Amiral Bruix.

2° Dans le secteur comprenant la cathédrale Notre-Dame de Paris et la préfecture de police délimité par les voies suivantes qui y sont incluses :

- boulevard du Palais ;
- quai de la Corse ;
- quai aux Fleurs ;
- quai de l'Archevêché ;
- pont de l'Archevêché ;
- quai de la Tournelle ;
- quai de Montebello ;

- petit pont - Cardinal Lustiger ;
- quai du Marché Neuf ;
- boulevard du Palais.

3° Dans le secteur comprenant le Sénat délimité par les voies suivantes qui y sont incluses :

- rue Auguste-Comte ;
- rue d'Assas ;
- rue Guynemer ;
- rue de Vaugirard ;
- rue Bonaparte ;
- rue Saint-Sulpice ;
- rue de Condé ;
- carrefour de l'Odéon ;
- rue Monsieur-le-Prince ;
- rue Dupuytren ;
- rue de l'Ecole de Médecine ;
- boulevard Saint-Michel ;
- place Edmond-Rostand ;
- boulevard Saint-Michel.

TITRE II

MESURES DE POLICE APPLICABLES AUX ABORDS ET AU SEIN DES CORTEGES, DEFILES ET RASSEMBLEMENTS SE REVENDIQUANT DES « GILETS JAUNES », DES « CONVOIS DE LA LIBERTE » OU OPPOSES A LA VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Article 2 - Sont interdits à Paris du samedi 30 juillet 2022 au dimanche 31 juillet 2022 inclus, aux abords et au sein des cortèges, défilés et rassemblements se revendiquant « des gilets jaunes », « des Convois de la Liberté » ou opposés à la vaccination contre la Covid-19, le port et le transport par des particuliers, sans motif légitime :

- D'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques ;

- Dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le "white-spirit", l'acétone, les solvants et des produits à base d'acide chlorhydrique ;
- D'équipements de protection destinés à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de la force publique pour le maintien de l'ordre public.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 3 - Les représentants sur place de l'autorité de police sont autorisés à prendre des mesures complémentaires à celles fixées par le présent arrêté, en fonction de l'évolution de la situation et lorsque les circonstances l'exigent.

Article 4 - Le préfet, directeur du cabinet, le directeur de l'ordre public et de la circulation et la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police et communiqué à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Paris.

Fait à Paris, le 28 JUIL. 2022

Laurent NUÑEZ

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de police :

- **soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX**
le Préfet de Police
7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP

- **ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE**
auprès du Ministre de l'intérieur
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
place Beauvau - 75008 PARIS

- **soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX**
le Tribunal administratif compétent

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

Le recours CONTENTIEUX, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

Préfecture de Police

75-2022-07-28-00003

ARRETE N° 2022-00901

Modifiant provisoirement la circulation et le
stationnement
dans plusieurs voies à Paris Centre et à Paris
8ème

du 30 juillet 2022 au 14 août 2022

Paris, le 28 JUIL. 2022

ARRETE N° 2022-00901

**Modifiant provisoirement la circulation et le stationnement
dans plusieurs voies à Paris Centre et à Paris 8^{ème}
du 30 juillet 2022 au 14 août 2022**

LE PREFET DE POLICE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2512-13 et L.2512-14 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, R.411-8 et R.411-25 ;

Vu l'avis de la Ville de Paris en date du 22 juillet 2022 ;

Considérant que le tournage de la série télévisée « FRANKLIN » se déroulera du 27 juillet 2022 au 14 août 2022 dans plusieurs voies à Paris Centre et à Paris 8^{ème} ;

Considérant que pour garantir le bon déroulement de cette opération, il convient de modifier les règles de stationnement dans plusieurs voies à Paris Centre et à Paris 8^{ème} ;

Sur proposition du directeur de cabinet :

ARRETE

Article 1^{er}

Le stationnement de tout véhicule est interdit du 30 juillet 2022 à 12h00 au 13 août 2022 à 20h00 à Paris Centre, dans les voies suivantes :

- rue de Montpensier entre le n° 17 et le n° 27 et au droit du n° 36 ;
- rue de Valois entre le n° 11 et le n° 23 ;
- rue du Beaujolais en totalité.

Article 2

Il est créé une emprise temporaire de stationnement de camions et véhicules utilitaires place de la Concorde, côté jardin des Tuileries, à Paris 8^{ème}, du 7 août 2022 à 17h00 au 13 août 2022 à 12h00.

Article 3

Le stationnement de tout véhicule est interdit du 7 août 2022 à 17h00 au 13 août 2022 à 12h00 à Paris Centre, dans les voies suivantes :

- place des Victoires entre le n° 1 et le n° 1 bis et entre le n° 4 bis et le n° 12 ;
- rue Catinat au droit du n° 4 ;
- rue Croix des Petits Champs au droit du n° 15 ;
- rue Croix des Petits Champs entre le n° 20 et le n° 26 ;
- rue Croix des Petits Champs au droit du n° 41 ;
- rue Croix des Petits Champs au droit du n° 52 ;
- rue de Valois au droit du n° 2 ;
- rue des Petits Pères entre le n° 6 bis et le n° 10 ;
- rue du Colonel Driant entre le n° 15 et le n° 17 ;
- rue Montesquieu entre le n° 1 et le n° 3 et entre le n° 2 et le n° 8.

Article 4

La circulation de tout type de véhicule est interdite rue de Montpensier à Paris Centre, entre le n° 3 et le n° 47 et entre le n° 2 et le n° 38, aux dates suivantes :

- le 1er août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 2 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 3 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 4 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 5 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 6 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 7 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 13 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 14 août 2022 de 08h00 à 20h00.

Article 5

La circulation de tout type de véhicule est interdite rue de Montpensier à Paris Centre entre le n° 3 et le n° 47 et entre le n° 4 et le n° 36, aux dates suivantes :

- le 8 août 2022 06h00 à 21h00 ;
- le 9 août 2022 06h00 à 21h00 ;
- le 10 août 2022 06h00 à 21h00 ;
- du 11 août 2022 à 12h00 au 12 août 2022 à 07h00 ;
- du 12 août 2022 à 12h00 au 13 août 2022 à 10h00.

Article 6

La circulation de tout type de véhicule est interdite rue Vivienne, de la rue des Petits Champs à la rue de Beaujolais à Paris Centre, aux dates suivantes :

- le 1er août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 2 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 3 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 4 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 5 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 6 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 7 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 8 août 2022 de 06h00 à 21h00 ;
- le 9 août 2022 de 06h00 à 21h00 ;
- le 10 août 2022 de 06h00 à 21h00 ;
- du 11 août 2022 à 12h00 au 12 août 2022 à 07h00 ;
- du 12 août 2022 à 12h00 au 13 août 2022 à 10h00 ;
- le 13 août 2022 de 08h00 à 20h00 ;
- le 14 août 2022 de 08h00 à 20h00.

Article 7

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux véhicules d'intérêt général prioritaires au sens des dispositions de l'article R.311-1 6.5 du code de la route.

Article 8

Sans préjudice des sanctions pénales auxquelles s'exposent les personnes en infraction avec les dispositions du présent arrêté, les véhicules ayant servi à commettre ces infractions peuvent être immobilisés et mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 du code de la route.

Article 9

Le directeur de l'ordre public et de la circulation, la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne de la Préfecture de Police ainsi que le directeur de la police municipale et de la prévention et la directrice de la voirie et des déplacements de la Ville de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de Police de Paris et qui sera affiché aux portes de la Préfecture de Police, de la mairie et du commissariat des arrondissements concernés. Ces mesures prendront effet après leur affichage et dès la mise en place de la signalisation correspondante.

Pour le préfet de police,

La sous-préfète, directrice adjointe du cabinet

Elise LAVIELLE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage :

- soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX

le Préfet de Police

7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP

- ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE

auprès du Ministre de l'intérieur

Direction des libertés publiques et des affaires juridiques

place Beauvau - 75008 PARIS

- soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX

le Tribunal administratif compétent

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des RECOURS GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

Préfecture de Police

75-2022-07-28-00004

ARRETE N° 2022-00903

créant une aire piétonne temporaire
dans certaines voies du 8ème arrondissement de
Paris

à l'occasion de la manifestation « Piétonisation
des Champs Elysées »
le 7 août 2022



Paris, le 28 JUIL.

ARRETE N° 2022-00903

**créant une aire piétonne temporaire
dans certaines voies du 8^{ème} arrondissement de Paris
à l'occasion de la manifestation « Piétonisation des Champs Elysées »
le 7 août 2022**

LE PREFET DE POLICE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2512-14 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 110-2, R. 311-1, R. 411-8, R. 411-18 et R. 411-25 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 3111-14 et L. 3121-1 ;

Vu le vœu de l'exécutif relatif à l'apaisement de l'espace public et à la piétonisation des rues de Paris adopté au Conseil de Paris des 15 et 16 février 2016 ;

Vu l'avis de la Ville de Paris en date du 27 juillet 2022 ;

Considérant que la Ville de Paris organise le 7 août 2022 la « Piétonisation des Champs Elysées », manifestation festive dans certaines voies de la capitale ;

Considérant que la tenue de cette manifestation implique de prendre les mesures provisoires de circulation strictement nécessaires à son bon déroulement et celles destinées à assurer la sécurité des personnes pendant le temps nécessaire au déroulement de l'opération ;

Sur proposition du directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1^{er}

Il est créé le 7 août 2022, de 11h00 à 18h00, une aire piétonne temporaire à l'intérieur du périmètre formé par les voies suivantes du 8^{ème} arrondissement : rue Arsène Houssaye, rue Lord Byron, rue Chateaubriand, rue Washington, rue d'Artois, rue de Berri, rue de Ponthieu, avenue Franklin Delano Roosevelt, rond-point des Champs Elysées-Marcel Dassault (partie Ouest), avenue Montaigne, rue François 1^{er}, avenue George V, rue Vernet, avenue Marceau et rue de Presbourg.

La circulation des véhicules à moteur est interdite à l'intérieur de ce périmètre pendant la durée de la manifestation.

L'interdiction de circulation ne s'applique pas aux voies précitées délimitant le périmètre.

Article 2

Dans le périmètre précité, les dispositions portant interdiction de la circulation de tout véhicule motorisé ne sont pas applicables aux véhicules d'intérêt général prioritaires au sens des dispositions de l'article R.311-1 6.5 du code de la route.

Article 3

Le directeur de l'ordre public et de la circulation, la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne de la Préfecture de Police, la directrice de la voirie et des déplacements et le directeur de la police municipale et de la prévention de la Ville de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de Police de Paris et qui sera affiché aux portes de la Préfecture de Police, de la mairie et du commissariat de l'arrondissement concerné. Ces mesures prendront effet après leur affichage et dès la mise en place de la signalisation correspondante.

Le préfet de police,

La sous-préfète, directrice adjointe du cabinet

Elise LAVIELLE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage :

- soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX

le Préfet de Police

7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP

- ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE

auprès du Ministre de l'intérieur

Direction des libertés publiques et des affaires juridiques

place Beauvau - 75008 PARIS

- soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX

le Tribunal administratif compétent

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des RECOURS GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.